

Pas de division entre les travailleurs ! Construisons l'unité pour la RUPTURE avec Macron et ceux qui relaient sa politique anti-sociale ! UNITÉ pour les revendications des agents territoriaux : “PAS 1 MINUTE DE PLUS ! PAS 1 EURO DE MOINS !”

VAULX-EN-VELIN

“On défend les congés et notre 13^e mois”

400 agents municipaux de tous les services de Vaulx-en-Velin étaient rassemblés devant la mairie, le 8 juillet.

- Des agents des espaces verts : « On défend les congés et notre 13^e mois. À la place, la mairie veut instaurer une prime au mérite, inférieure et au prorata de la notation et de l'assiduité ! »
- Une équipe de crèche : « Certains congés ont été acquis en rapport avec les conditions sociales de Vaulx. Ces conditions ont empiré. La loi Dussopt va à l'encontre de la prise en compte de conditions plus difficiles. »
- Une déléguée CGT : « On combat la logique de la loi de transformation de la fonction publique. Notre employeur, c'est la population. Si la qualité des services baisse, elle a le droit de le faire savoir à la mairie. D'ailleurs, elle n'est pas allée voter*. La mairie dit qu'elle doit appliquer cette loi, mais les agents sont militants du service public, ils vont le défendre. »



Les agents rassemblés devant la mairie

- Deux agents du service technique : « La mairie utilise le manque d'effectifs qu'elle a créé pour justifier l'augmentation du temps de travail. »
- Un groupe d'aides à domicile : « On est là pour défendre ensemble nos droits aux congés et la reconnaissance de notre métier. Car sinon, on bosse chacune dans notre coin. »
- Dans les bibliothèques municipales : « La mairie doit nous entendre. Merci de nous expliquer ce qui se passe à Paris. La mairie de Vaulx doit se méfier. »
- La délégation sort de la mairie : « Finalement, la mairie est pour le maintien du 13^e mois », assure le secrétaire CGT [applaudissements]. « Mais elle n'est pas la seule, il y a aussi les services de l'État derrière [huées]. Sur les congés, elle est d'accord pour négocier [dans la foule : “Il n'y a rien à négocier !”]. (...) La mairie a demandé si la rentrée serait tranquille. On a répondu que c'est vous qui déciderez en AG. Il y en aura une à la rentrée. La mobilisation n'est pas terminée. »
- « Pour l'instant, on nous propose la rentrée. Nous, on veut qu'il y ait des choses au plus vite », réagit un agent. « Il est possible que la rentrée se passe sans agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles [Atsem]. Mais pour ça, on doit en discuter maintenant », disent des Atsem.
- Les bibliothécaires parlent d'« une journée d'avertissement. Mais pour qu'il y ait mobilisation en septembre, il faut qu'il y ait des rencontres avant. En tout cas, l'été ne sauvera pas la mairie. »

Correspondant

* Vaulx-en-Velin fait partie des communes très populaires où des records d'abstention ont été atteints aux dernières élections avec plus de 88 %. La maire PS, Hélène Geoffroy, avait elle-même analysé : « C'est une défiance qui s'accroît vis-à-vis des institutions » (BFM TV, 21 juin).

Ville de LYON : la GRÈVE !

Aucune augmentation du temps de travail, aucune atteinte au droit de grève !

Tous les syndicats ont déposé ensemble un préavis du 30 août au 3 septembre.

Il n'est pas habituel que l'ensemble des syndicats de la Ville de Lyon appellent conjointement à la grève l'ensemble des agents municipaux et du centre communal d'action sociale (CCAS). Encore moins que cet appel porte sur une semaine complète, en pleine rentrée scolaire, et qu'il soit lancé au milieu de l'été.

En cause, les mesures dévoilées par la “majorité plurielle” de la Ville de Lyon (EELV, PS, PC, LFI...) à la mi-juin et qu'elle compte imposer d'ici le 1^{er} janvier 2022 à ses plus de 8 000 agents en application de la loi Dussopt de “transformation de la fonction publique”, à l'image de ce qu'ont fait ses consœurs de Paris sur l'allongement du temps de travail et de Marseille sur la remise en cause du droit de grève.

.....

INTERVIEW d'Aurélien Scandolara, délégué CGT Ville de Lyon

- Qu'est-ce qui a conduit à l'appel intersyndical à la grève du 30 août au 3 septembre ?

Il y a les 1607 heures [que prétend imposer la loi Dussopt, NDLR], mais aussi le droit de grève. Dans la fonction publique territoriale, on peut poser une heure de grève, on n'est pas obligé de poser toute la journée, et on peut commencer à n'importe quelle heure de la journée. À l'époque de Collomb [maire de Lyon PS puis macroniste entre 2001 et 2020, NDLR], il voulait revenir là-dessus – d'ailleurs il a écrit une bonne partie du programme de Macron. Mais aujourd'hui la municipalité soi-disant “de gauche” va plus loin : Collomb proposait que la première heure de travail soit l'heure de grève, eux disent que dans les crèches et les écoles, ce sera maintenant toute la journée de grève ou rien. Et il y a la question des 1607 heures avec des agents qui étaient en première ligne et qui vont devoir travailler trois jours de plus, ou bien quelques minutes de plus par jour. Pour nous c'est inacceptable. Nous disons « Pas une minute de plus ! », notre idée c'est de réduire le temps de travail, pas de travailler plus !

Donc nous voulons qu'ils ne reviennent pas sur la question du droit de grève et qu'ils arrêtent avec cette histoire de 1607 heures. On sait que c'est soi-disant une obligation et que la préfecture pourrait ne plus payer les salaires... mais je vois mal à un an des présidentielles une administration qui dise qu'elle ne paye plus les salaires.

Si des villes comme Lyon disaient « On refuse d'appliquer cette loi » et que c'était repris par d'autres, peut-être que nationalement il y aurait moyen de faire

Des agents des écoles de Lyon témoignent

■ **F.** : Je travaille comme vacataire. Aujourd'hui je devais faire en peu de temps le travail que 2 personnes font d'habitude en 4h30 chacune. Je travaille comme animatrice pour compléter mon salaire. On est en sous-effectif partout...

■ **B.** : Quand j'entends qu'on a “beaucoup d'avantages” à abandonner, je réponds : “Venez faire notre travail !” On commence super tôt, le midi on n'a que 20 minutes de pause. On a 30 gamins dans les classes ! Nos congés comprennent pas mal de RTT, donc on doit les gagner. Pendant les vacances, on passe une semaine à tout nettoyer. La mairie doit recruter, mais elle préfère mettre la pression pour qu'on ne prenne pas nos congés. On entend plein de pistes pour changer notre temps de travail. Mais pour moi c'est clair, c'est ni l'option 1, ni la 2, ni la 3... aucune ! Nos droits ont été gagnés par

“Pour moi c'est clair, c'est ni l'option 1, ni la 2, ni la 3... aucune !”



Tract d'appel à la grève de l'intersyndicale CGT-SUD-UNSA-CFDT-CFTC-FO Ville de Lyon

reculer. Mais aujourd'hui cette administration qui se veut “de gauche” va plus loin que Macron.

- Le préavis de grève concerne toute la semaine de la rentrée scolaire et a été déposé le 21 juillet, c'est assez inhabituel...

Ce qui nous a énervé, c'est qu'il y a ce qu'ils appellent un « comité de dialogue social », en fait c'est l'administration qui nous dit à quelle sauce on va être mangé, parce qu'il n'y a pas plus de dialogue que cela. Pareil, ils ont adopté un « pacte social », mais faut voir ce que c'est ! Par exemple ils disent qu'ils vont mettre +3% pour le personnel, en sachant que Collomb avait déjà fait voter avant +2%, et ils se tapent sur le ventre en disant « Vous avez vu ce qu'on fait pour le personnel » ? Et puis dans ces « comités de dialogue social », l'élus en charge des personnels, Laurent Bosetti, qui est de la FI, nous a expliqué que si les gens à Lyon se tournent vers le privé, c'est à cause de nous parce qu'on fait des grèves intempestives dans les écoles, qu'avec cela on a mis des gens au chômage... c'est des propos qui ne sont pas entendables pour nous ! Donc petit à petit la mayonnaise est montée, et là il y a tous les syndicats dans l'appel à la grève.

- Comment se prépare la grève dans les services ?

Pour l'instant c'est les vacances, mais dans les écoles les agents sont quand même en lien les unes avec les autres et là ça avance ; la semaine de ménage a lieu avant la rentrée scolaire, on a prévu des tournées syndicales. Et on a déjà commencé dans les piscines notamment, qui sont aussi concernées par le pass sanitaire et les problèmes que ça pose.

Propos recueillis le 20 août

la lutte, on nous les a pas offerts. On veut les garder, par la lutte s'il faut recommencer.

■ **A.** : Le plan de la mairie est inacceptable. C'est pour faire ça qu'ils voulaient être élus ? L'abstention à un tel niveau, ça m'inquiète. Moi j'ai voté parce que ça devrait être important pour les électeurs de gauche. Mais faut pas trop s'en étonner : s'ils font comme Collomb, les gens ne veulent pas les élire...

■ **C.** : En fin d'année, on a des jours de récup' à prendre. Si la mairie ne recrute pas des remplaçants, ça va

être comme toute l'année, les présents ne vont pas s'en sortir. Elle va finir par nous dire : “C'est ça ou renoncer aux congés.” C'est leur projet d'ailleurs : “On ne recrute pas, mais le ménage et la cantine doivent être tenus, alors on vous enlève des congés !” Si les syndicats pensent que c'est difficile de mobiliser, il faut qu'il viennent nous voir, discuter, organiser des réunions. On ne peut pas attendre, on doit réagir.

Éditorial

Par G. Connolly

La lutte de classe ne reculera devant aucun “pacte” anti-social

Le maire de Lyon Grégory Doucet (EELV) et sa majorité (EELV, PS, PC, LFI...) ont adopté le 27 mai en conseil municipal un « Pacte social en faveur du service public et des agents municipaux ».

Son initiateur, l'adjoint Laurent Bosetti (LFI), prétend qu'il vise à « renforcer les effectifs et améliorer les conditions de travail » par « une politique volontariste de création de postes », « un déroulé de carrière améliorée », « une politique sociale ambitieuse pour lutter contre la précarité », etc.

Permettez-nous, M. Bosetti, une remarque de bon sens : quelle autre recette magique que ces jolis mots avez-vous pour transformer une loi du gouvernement Macron en mesures “de gauche” ? Car votre “pacte” inscrit les futures évolutions du temps de travail « dans les limites du cadre réglementaire »... qui n'est autre que la loi Dussopt de “transformation de la fonction publique” (voir ci-contre).

Les mesures concrètes dévoilées par la municipalité mi-juin le confirment : augmentation du temps de travail de tous les agents, avec notamment plusieurs jours de congés supprimés à l'image de ce qu'a fait Hidalgo à Paris (page II). Il fallait oser écrire dans le fameux “Pacte” que les secteurs de « l'enfance et l'éducation [3 500 agents] feront l'objet d'une attention toute particulière », alors même que la création annoncée de 150 postes sur 2 ans sera loin de couvrir les besoins générés par la forte hausse démographique.

Messieurs Doucet et Bosetti ont inscrit leur méthode dans le “Pacte” : ils projettent de « valoriser l'engagement syndical » afin « que [les délégués syndicaux] puissent exercer leurs mandats dans les meilleures conditions » et soient « formés au dialogue social, à la négociation, et au droit syndical » pour « créer une culture commune ». Qu'est-ce d'autre qu'une volonté d'intégration des syndicats ? Après avoir frappé l'Ecole - fermeture de la maternelle Lévi-Strauss dans le 1^{er} arrondissement, privatisation de services de nettoyage cet été (page II) -, la majorité municipale s'attaque à ses salariés. Ne place-t-elle pas ainsi ses pas dans ceux du macroniste Collomb ? Tels les députés de l'Assemblée Nationale qui, le 19 mars 2020, ont placé leurs pas dans ceux de Macron, en votant unanimement les 343 premiers milliard d'euros de cadeaux aux banques et au patronat (devenus 560 milliards) qu'il leur proposait ? Peut-on chercher ailleurs le raz-de-marée de l'abstention qui les a tous touchés aux élections de juin dernier, en particulier dans les quartiers et villes où les majorités “de gauche” ont relayé les mesures gouvernementales ?

Le “Pacte social” de la majorité lyonnaise jouera-t-il son rôle de faire passer les mesures anti-sociales contre les agents ? Encore eut-il fallu que des syndicats y souscrivent... ce qui n'a pas été le cas. Nul arbre vert, Messieurs Doucet et Bosetti, ne parvient à cacher la forêt de la lutte des classes. Ces deux pages réunissent autant de témoignages qui démontrent le refus du contenu réel de votre “Pacte”.

Pour le POID, qu'il s'agisse de défendre les services publics, les emplois et les salaires (menacés par les mesures gouvernementales, dont le “pass licenciement”), de combattre les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites relancées par Macron, les luttes qui se développent contre la politique du “roi sans couronne” et de ses relais (de toute couleur politique), appellent une conclusion : “Dehors Macron et sa politique ! Maintenant, tout de suite, unité pour les chasser, pour ouvrir une issue conforme aux intérêts des jeunes, des travailleuses et des travailleurs !”

Réunissons-nous pour avancer dans cette voie.

REJOIGNEZ le POID 69 et/ou PARTICIPEZ à sa prochaine assemblée :

■ **Lundi 30 août (19h15)**

Contactez rhone.poid@gmail.com

À tous les agents de la Ville de Lyon et des collectivités territoriales en lutte pour défendre leurs droits :

au soir du 1^{er} jour de grève, partageons nos expériences et celles relatées dans *La Tribune des travailleurs* ces derniers mois

TABLE-RONDE **lundi 30 août à 18h** - RDV Esplanade Denise Vernay-Jacob (31 rue Moncey, Lyon 3^e) - M^o Guichard, Saxe-Gambetta ou Guillotière

Dossier “Fonction publique territoriale” : compléments d’information

Soudés sur les revendications, les salariés peuvent imposer des reculs

• **PARIS** - Les agents reprennent 3 jours à la maire Anne Hidalgo... le Préfet s’y oppose !

Après des mois de bataille acharnée et au moins 7 journées de grève et manifestations massives, Anne Hidalgo, maire PS de Paris - et probable candidate à l’élection présidentielle -, a fait voter au Conseil de Paris par l’ensemble de sa majorité (PS, PCF, Génération.s et EELV) un nouveau règlement sur le temps de travail supprimant en moyenne 5 jours de congé à chacun des plus de 50 000 agents de la Ville. Partant de ce que selon un élu « *Il faudra bien que la municipalité applique la loi* » sur les 1607 heures, elle avait même prévu d’en supprimer 8... avant d’en restituer 3 sous la pression de la mobilisation. Une concession de trop pour le préfet de la région Île-de-France, qui le 29 juillet a exigé l’application stricte de la loi. Les syndicats CGT et FO ont rappelé l’exigence de son abrogation et le mandat confié par les agents : *“Pas une minute de plus, pas un jour de congé en moins.”*

• **LYON** - Le détail des mesures combattues par la grève

« *Suppression de deux jours de congés, suppression de la journée du maire [déjà passée de 3 jours en 1995 à 1 seul en 2008 sous l’ère Collomb], suppression des congés pour les agents médaillés, suppression des mesures familiales, suppression des jours ‘enfants de moins de 16 ans’, suppression des ‘30 minutes allaitement’ et des ‘2 heures femmes enceintes’, suppression des congés pour cycles atypiques, suppression des congés pour les horaires décalés, pour les agents de nuits et les agents placiers. L’acquisition des droits à congés pour les départs en retraite en milieu d’année sera supprimé. Seront aussi concernés les cycles de travail dérogatoire, travail obligatoire pour le jour de solidarité pour tous les agents même en EHPAD. 1607 heures, limitation du droit de grève : STOP aux arnaques, y’en a marre !* » (vidéo postée en ligne par l’intersyndicale qui appelle à la grève les agents de la Ville)

• **LYON** - Les agents réunis dès 8h le 30 août, manifestation le 2 septembre devant l’Hôtel de Ville
Après avoir initialement envisagé des rassemblements dispersés devant les neuf mairies d’arrondissement, les syndicats dans un tract commun publié lundi 23 août appellent les agents à se réunir dès 8h à la Bourse du travail au 1^{er} jour de la grève, et à venir « *manifester jeudi 2 septembre de 14h à 16h devant les grilles de l’Hôtel de Ville* » pour dire : « *Augmentation du temps de travail, remise en cause du droit de grève : une seule réponse c’est NON !* »

• **LYON** - Fin juin, les agents des musées de la Ville imposaient un premier recul au maire

Suite à l’annonce faite aux agents des musées municipaux de la suppression de 500 euros bruts liés au travail durant certains week-end fériés, une pétition a commencé à circuler, une réunion commune des personnels a été programmée par le syndicat CGT avec en perspective une possible grève le 3 juillet pour la “Nuit européenne des musées”. Informée, la direction a fait savoir dans la journée qui a suivi qu’il n’était plus question de supprimer les 500 euros bruts, que c’était... « *une erreur* » !

• **VAULX-EN-VELIN** - 1 seule ATSEM pour 2 classes suite aux dédoublements en maternelle !
Cette mesure est proposée par le gouvernement en Education Prioritaire renforcée (REP+), à moyen constant évidemment. Résultat à Vaulx-en-Velin pour de nombreuses classes, deux enseignantes se partageront une même salle. Et la mairie (dite de “gauche”) prend ce prétexte pour retirer des ATSEM de certaines écoles... puisque les élèves auront déjà 2 enseignantes ! La mairie indique qu’il n’y aura qu’une ATSEM pour deux classes. Une pétition est lancée dans une école.

VILLE DE LYON Vertes années (3)

L’entretien des écoles publiques...

Entre privatisation et abandon

La **privatisation du nettoyage des écoles** a été lancée à Lyon cet été. C’est une nouvelle conséquence dangereuse de la réforme dite “des rythmes scolaires” de Hollande-Peillon, liée aussi aux “vacances apprenantes” de Macron-Blanquer. Des enseignants du 9^e arrondissement ont en effet appris que pour proposer des activités au sein des écoles durant 3 semaines cet été, non seulement des salles classes seront occupées par des associations extérieures, mais la Ville de Lyon a confié les clés à une entreprise privée pour effectuer le nettoyage en soirée !

Dans le 3^e arrondissement, 130 parents d’élèves ont signé fin juin une pétition : « *Réparez les WC de la maternelle Painlevé (...) inutilisables depuis le mois de février 2021. Les services de la Ville de Lyon ont indiqué que les travaux pour leur remise en état n’auraient pas lieu avant l’été 2022 ! (...) des raisons budgétaires sont invoquées (...) Quelle autre “priorité budgétaire” une mairie peut-elle avoir que de garantir l’hygiène de base de ses enfants scolarisés en maternelle ? (...) Nous exigeons que la Mairie de Lyon organise sans délai la réparation (...) et que des toilettes et un point d’eau (même provisoires) soient mis en service avant la rentrée scolaire* ».

MÉTROPOLE Vertes années (4)

Eau du Grand Lyon

97% des salariés en grève le 18 juin

Appelée par les syndicats CFDT-CGT-CFE/CGC, la grève a été suivie à 97% par les quelques 280 salariés de “Eau du Grand Lyon”, actuelle filiale de Veolia, qui seront repris en 2023 par une “régie publique” mise en place par la Métropole de Lyon conformément au programme de Bruno Bernard (EELV). Sauf que la Métropole n’a pas encore garanti le maintien de l’ensemble des acquis de ces salariés, qui seront toujours sous contrats de droit privé. Une régie qui ne sera donc pas si “publique” que cela... voire partisane de la baisse du “coût du travail” ?

MÉTROPOLE Vertes années (5)

Agents de nettoyage de Perrache

11 jours de grève pour arrâcher leur victoire

C’est ce qu’il aura fallu aux 20 agents de nettoyage de la gare de Lyon-Perrache de la société Arc-en-Ciel, travaillant pour le compte de la Métropole de Lyon - dont les élus ont longtemps ignoré la grève pourtant visible de tout usager de la gare. Mobilisés avec leurs syndicats CNT-SO et CGT, ils ont fini par obtenir le changement de poste de l’agent de la Métropole qui les harcelait depuis des années (avec le soutien de sa hiérarchie), le paiement de la totalité des jours de grève, la revalorisation de leurs qualifications dans la grille de salaire conventionnelle...

RETRAIT du “pass sanitaire”

Un appel syndical

“*L’UD CGT du Rhône appelle à se rassembler, jeudi 26 août à partir de 11h, devant la préfecture du Rhône, pour exiger le retrait du passe sanitaire et des sanctions pour tous les salariés ! (...) Nous ne devons pas tomber dans le piège de la division entre les travailleurs vaccinés ou non, car les enjeux de la période sont ailleurs, dans les annonces suivantes du président de la République : la réforme de l’assurance chômage, (...), la réforme des retraites (...).*”

La Tribune des canuts est le supplément du Rhône

à l’hebdomadaire La Tribune des travailleurs...

⚡ **Retrouvez le contenu de ce numéro et bien d’autres articles en ligne sur latribunedescanuts.fr**

⚡ **Cet été, vous étiez abonné à La Tribune des travailleurs, vous l’avez appréciée ? Renouvelez vite votre abonnement !**

⚡ **Vous n’êtes pas encore abonné ? Alors courez le faire sur latribunedestravailleurs.fr ou auprès de nos militants !**

ÉCOLE - AESH

La mobilisation se poursuit

“C’est pas possible que la rentrée soit comme cette année ! Se tenir prêt, ça ne veut pas dire attendre.”

■ **N., enseignante à Saint Priest** : Jeudi 3 juin, la totalité des AESH [accompagnant d’élève en situation de handicap] et 8 enseignants de mon école étaient en grève. C’était pour l’école la 3^e journée en 2021. Les AESH sont de plus en plus en colère en réaction bien sûr à la dégradation de leurs conditions de travail mais désormais également à cause du silence provocant du ministère face à leurs revendications (*). Les journées de grève éparées organisées par les syndicats ne portent pas leur fruit et la lutte n’est malheureusement pas suivie de façon aussi forte dans toutes les écoles : il devient nécessaire de créer du lien entre les établissements pour être plus nombreux et mieux organisés.

■ **S., AESH à Lyon** : En fin d’année, c’est pas facile de discuter mobilisation. Mais on ne peut pas baisser les bras et attendre la rentrée. Parce que c’est pas possible que la rentrée soit comme cette année ! Des gamins qui n’ont pas d’AESH, des notifications qui ne sont pas respectées ! Alors on doit continuer à convaincre les enseignants d’être avec nous, sinon on y arrivera pas. Et surtout avec les parents. Ceux de mon élève sont partants. On doit être prêts à repartir en septembre. Et se tenir prêt, ça ne veut pas dire attendre.

■ **S., AESH à Décines** : Il faut un AESH fonctionnaire, formé, et rétribué avec un salaire décent. Mais un point à ne pas négliger, c’est la question du temps d’attente : pour avoir une notification, c’est trop long. Rajouter encore du temps à cause du trop peu d’AESH, ce n’est pas acceptable. C’est même scandaleux !

(*) Les appels intersyndicaux à la grève listaient : « *engager l’augmentation des salaires ; abandonner les PIAL et la politique de mutualisation des moyens ; créer un véritable statut de la Fonction publique pour reconnaître le métier d’AESH ; recruter massivement des AESH* »

SANTÉ - Des semaines de grève au Médipôle (Villeurbanne)

“On ne veut pas l’aumône”

Entretien réalisé le 1^{er} juillet sur le piquet de grève avec des syndicalistes CGT

Pourquoi la grève ?

On demande la hausse des salaires. Ils ne sont pas assez attractifs. Les effectifs sont insuffisants, ce qui crée des conditions de travail difficiles. C’est un cercle vicieux : les collègues s’en vont parce que c’est difficile et mal payé. On est dans le privé, alors c’est l’accord d’entreprise : dans une clinique voisine, ils ont 300 euros de plus, on veut au moins pareil. La direction a créé une prime d’attractivité de 2 000 euros... mais qui n’est touchée en totalité qu’au bout de deux ans. Aux Hospices civils de Lyon [HCL, structure publique], c’est 5 000 euros tout de suite avec un engagement de trois ans de travail. On voit bien la différence de traitement entre public et privé.

Comment vous organisez-vous ?

On est en grève massivement depuis le 23 juin. Chaque jour, les salariés décident en assemblée la poursuite. Les syndicats les représentent, mais ce sont les salariés qui décident. Ils viennent en délégation avec nous à la direction. Il y a entre 150 et 200 grévistes. La quasi-totalité sont présents aux assemblées. On se relaie en piquet devant l’hôpital, où il peut y avoir jusqu’à 50 présents. Tous les services sont représentés : réanimation, cardiologie, chirurgie digestive, neurologie, orthopédie, chirurgie vasculaire, néphrologie, soins intensifs, les brancardiers, les secrétaires, le service SOS main, l’endoscopie, l’ambulatoire et les salariés sont présents de jour comme de nuit !

Quelle est l’attitude de la direction ?

On avait déjà débrayé le 3 juin, puis on a déposé un préavis le 18 juin. La direction n’y croyait pas, elle ne nous a pas pris au sérieux. Mais elle a été prise de court, au point de ne pas avoir averti l’agence régionale de santé pour les réquisitions, qui n’ont pas pu se faire. Aujourd’hui, des services sont en service minimum. Il n’y a plus de programmation en chi-



urgie, seulement de l’ambulatoire. On a des déprogrammations et de premiers transferts de patients. Alors qu’on sort du Covid, pendant lequel, faute de moyens, on avait déjà des reports en maladie chronique, Ramsay prend en otage les patients en refusant de répondre à nos revendications. Ce sont eux qui sont responsables.

Sa seule proposition, c’est d’attendre les négociations annuelles obligatoires [NAO]. Notre réponse c’est : non, c’est maintenant qu’on veut des réponses, alors on continue. Parce qu’avec les NAO on doit arrêter la grève. On fait grève pour qu’il y ait des réponses positives.

Et maintenant ?

La direction essaie d’épuiser les grévistes. Elle a une garantie de financement de l’État, qui garantit sa comptabilité. Alors, elle se moque de nous : elle vient de nous proposer des chèques vacances ! C’est une provocation : « *Arrêtez la grève, et partez en vacances* », c’est ça ? Mais on ne veut pas l’aumône. Alors on continue. En plus, on sait que des camarades d’autres structures Ramsay réfléchissent à entrer dans le mouvement.

REPÈRES

Le Médipôle est situé dans la commune de Villeurbanne. Il est réputé être l’un des plus grands (si ce n’est le plus grand) hôpitaux privés d’Europe. Il y a une partie privée et une partie mutualiste. Le groupe Ramsay, qui dirige, y a fusionné plusieurs cliniques du secteur. La commune a autorisé sa construction, alors qu’elle n’a pas d’hôpital public autre qu’une antenne gériatrique aux Hospices civils de Lyon.

LA TRIBUNE DES CANUTS

Mensuel édité par l’Association (loi 1901)

La Tribune des canuts

Directeur de publication : Grégoire Connolly

Contact : latribunedescanuts@gmail.com

Tirage : 250 exemplaires

ISSN : en cours

LA TRIBUNE DES CANUTS EST VOTRE JOURNAL : ENVOYEZ-NOUS VOS TÉMOIGNAGES, INTERVIEWS ET CONTRIBUTIONS...

- ☐ Je veux écrire une contribution dans le prochain numéro de *La Tribune des canuts*.
- ☐ Je souhaite participer à la prochaine réunion du Parti ouvrier indépendant démocratique (POID).
- ☐ Je veux adhérer au Parti ouvrier indépendant démocratique (POID).

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Bulletin à renvoyer à : latribunedescanuts@gmail.com